

Nécro-pouvoir au Brésil

Flavia Medeiros

Numéro 806, janvier–février 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92517ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Medeiros, F. (2020). Nécro-pouvoir au Brésil. *Relations*, (806), 30–31.



NÉCRO-POUVOIR AU BRÉSIL

Un racisme structurel au service d'une élite au pouvoir, fondé sur une tradition juridique et une pratique bureaucratique profondément inégalitaires, crée un climat de violence sociale au Brésil. Celui-ci banalise la répression policière et les meurtres envers la population noire des favelas.

Flavia Medeiros*

L'auteure, anthropologue, est chercheuse à l'Université fédérale de Santa Catarina, au Brésil

En 2019, le système carcéral brésilien a atteint le nombre de 800 000 détenus, selon les données du Conseil national de la justice. Le pays présente un taux d'incarcération de 355 détenus par tranche de 100 000 personnes et un taux « d'occupation » carcérale de 175%, selon le Conseil national du Ministère public. La grande majorité des personnes incarcérées sont des hommes noirs et métis (*pretos* et *pardos*) accusés de vols à main armée ou d'entrée par effraction (37%), ou de crimes reliés au trafic de drogue (30%). Malgré la grande impunité qui entoure les délits criminels au Brésil, le nombre de personnes incarcérées continue d'y augmenter, plaçant le pays au troisième rang mondial des États ayant la plus grande population carcérale – derrière les États-Unis et la Chine.

Les personnes incarcérées au Brésil sont soumises à des traitements cruels: prisons surpeuplées et insalubres; manque criant d'eau, de nourriture et de soins médicaux; privation de sommeil; etc. Les prisons brésiliennes sont aussi le théâtre d'un nombre croissant de massacres: depuis 2017, près de 200 détenus ont été abattus dans les prisons des États du nord et du nord-est.

Les victimes d'homicide

Le nombre de victimes d'homicide a aussi augmenté à l'échelle nationale: en 2018, on en comptait plus de 65 000. La grande majorité – près de 75% – sont des hommes noirs âgés entre 17 et 29 ans. En recoupant différents marqueurs sociaux et identitaires, on observe aussi que près de 64% des victimes féminines sont noires, selon les données recueillies par l'IPEA en partenariat avec le Forum brésilien de sécurité publique.

Soumis à un système de contrôle, de répression et de punition, les jeunes Noirs, hommes et femmes, qui habitent les favelas, les périphéries et les banlieues des régions métropolitaines des grandes capitales du Brésil côtoient quotidiennement la mort. Ils sont particulièrement la cible de la répression policière. Dans l'État de Rio de Janeiro, le nombre de personnes abattues par les forces de l'ordre a augmenté de 15% au cours du 1^{er} semestre de 2019, allant jusqu'à représenter le quart des homicides commis dans l'État, selon les données de l'Institut de sécurité publique. Le gouverneur, Wilson Witzel, y voit la démonstration de l'efficacité des forces de l'ordre, ne dérogeant pas à son habitude de justifier

les assassinats commis par les agents de l'État dans les favelas. Il avait fait de même à la suite de l'opération policière menée dans la favela Maré, à Rio de Janeiro, le 20 juillet 2018, au cours de laquelle un adolescent de 14 ans, Marcus Vinicius, avait été abattu en se rendant à l'école. De telles opérations se produisent généralement aux premières heures du jour. Elles consistent en des tirs provenant de véhicules blindés et d'hélicoptères militaires – tel le fameux commando des « crânes aériens » –, prenant pour cibles les jeunes Noirs des quartiers, assimilés à des « trafiquants », des « bandits » et des « criminels » à éliminer¹. Tant de victimes innocentes sont ainsi considérées comme des « dommages collatéraux nécessaires » dans la prétendue lutte contre la criminalité.

En plus du nombre élevé de morts chez les jeunes Noirs, le Brésil est le pays qui affiche le plus grand nombre de victimes chez les défenseurs des droits humains et chez les écologistes. Les attaques contre les leaders autochtones et paysans, les militantes féministes et LGBTQ, se multiplient aussi. La plus célèbre est Marielle Franco, cette conseillère municipale de Rio de Janeiro lâchement abattue le 14 mars 2018. À cela s'ajoutent les invasions des territoires autochtones par des bûcherons, des mineurs et des éleveurs de bétail attirés par l'appât du gain.

L'encouragement à la répression policière – et carrément au meurtre –, par les gouverneurs des États et par le président Jair Bolsonaro et ses alliés politiques, est certainement une des raisons de cette croissance. Après avoir été interrogé à propos du massacre de 59 détenus à Altamira dans l'État du Para, Bolsonaro a déclaré: «Demandez aux victimes de ces détenus ce qu'elles en pensent», usant de sa rhétorique habituelle selon laquelle «un bon bandit est un bandit mort».

Dès son arrivée au pouvoir en 2018, Jair Bolsonaro a mis en œuvre une nouvelle réglementation s'appliquant au marché des armes au Brésil. Cette dernière a comme principal objectif d'adoucir le «Statut de désarmement» tel qu'approuvé en 2003. Ainsi, de nombreux décrets présidentiels ont été signés depuis son élection, permettant un plus grand accès aux munitions et aux armes, notamment pour les propriétaires ruraux. Ces décrets, toujours signés dans une ambiance de célébration – en présence de conseillers et de membres du Congrès –, visent à plaire à sa base électorale et au lobby des armes.

Comment l'État en est-il venu à faire de la mort un outil politique national? Quels sont les effets sur la population de ce «nécro-pouvoir», comme le désigne le philosophe Achille Mbembe, établissant qui peut vivre et qui doit mourir?



Jeune homme avec une pancarte disant « Black Lives Matter » en portugais, pendant une manifestation contre la violence policière au Brésil, 26 mai 2019. Photo: PC/Silvia Izquierdo

Comment vivre pleinement quand la vie est traversée par la présence routinière de la mort violente, dans une société fondée sur le racisme structurel? Comme se le demandait Marielle Franco: «Combien d'autres doivent mourir pour que cette guerre se termine?»

Une politique de mort

Comme le suggèrent les recherches de l'anthropologue Roberto Kant De Lima, les institutions de l'État exercent un contrôle sur la population brésilienne au moyen d'une bureaucratie policière, judiciaire et administrative qui repose sur une longue tradition juridique qui a inscrit les inégalités sociales dans le droit. Ce dispositif régule les sensibilités morales, légitimant des politiques qui ont pour principales fonctions de contrôler, de réprimer et de punir la population racialisée et appauvrie. Maints historiens, anthropologues et sociologues brésiliens soutiennent que de tels mécanismes de domination des corps, des relations et des territoires opèrent sous le couvert d'une prétendue «guerre contre la drogue». En réalité, une guerre d'un autre ordre prend forme, une guerre contre la jeunesse noire, qui s'exprime par l'incarcération et l'exécution extrajudiciaire.

En classant et en gérant les «homicides», les «disparitions» et d'autres formes de «morts par assassinat», les institutions étatiques justifient l'investissement croissant dans les opérations gouvernementales répressives réalisées contre certains segments de la population. Parallèlement, elles rendent légitimes l'action violente et les initiatives meurtrières de certains secteurs de la société, incluant les groupes armés paramilitaires qui opèrent dans les centres urbains – en particulier dans les banlieues et les périphéries.

Dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro, ces milices, composées d'anciens policiers et de militaires entretenant des relations étroites avec les politiciens locaux, exercent leur contrôle sur le territoire en imposant leurs propres règles, entre autres en assassinant les leaders religieux et en détruisant les lieux de culte (*terreiros*) afro-brésiliens. À la campagne, au nom des intérêts des grands propriétaires terriens et de l'exploitation capitaliste, on a encouragé des actes de violence et d'intimidation de plus en plus ciblés dans les territoires des peuples autochtones, notamment à l'égard de militants et de militantes qui défendent le droit à la terre pour tous.

Un tel système de contrôle sert les intérêts de ceux qui sont au pouvoir. Au Brésil, la répression et l'incarcération sont des

instruments pour asseoir le pouvoir de l'État sur une partie de la population. Sur un territoire marqué par les invasions et les agressions, comme par les luttes pour la survie et la résistance, s'ajoutent à chaque jour de nouveaux morts au nombre des victimes, et des souffrances supplémentaires pour les survivants marqués dans leur chair par le nécro-pouvoir. À l'opposé d'une politique en faveur de la promotion de la vie et du bien-vivre, les intérêts autoritaires et ultralibéraux font la promotion d'une politique qui renforce et perpétue la «production de la mort» et, avec elle, la douleur, la tristesse et la haine qui en découlent.

Aux survivants et aux survivantes de la violence organisée de l'État, il reste la lutte pour la vérité, la justice et la réparation au nom de la mémoire des personnes disparues. Réunis dans les réseaux locaux et nationaux, les membres des familles – notamment les mères – de jeunes tués par les agents de l'État collaborent avec des organisations des favelas, des groupes de défense des droits humains et des chercheurs pour dévoiler les exécutions de leurs proches. Ils consolident la lutte antiraciste et la défense des droits humains, contre la violence étatique. «Nos morts ont une voix», clament-ils, et tant qu'il y aura de la vie, jusqu'à ce que cessent les assassinats de jeunes Noirs dans les favelas et les quartiers urbains périphériques, ils ne se tairont pas. 🗨️

* Traduit du portugais brésilien par Yves Carrier.
1. Lire Benoît Décary-Secours, «Dérive sécuritaire annoncée au Brésil», *Relations*, n° 800, février 2019.